

RÉPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté Égalité Fraternité

PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DU CADRE DE VIE ET DE LA CITOYENNETÉ
BUREAU DE L'EAU ET DE LA PROTECTION DE LA NATURE

VILLE DE CALAIS

22 SEP. 1999

N°.....201.....

COMMUNE DE CALAIS

Arrêté Préfectoral
au titre de la Police de l'Eau

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS

VU le Code Rural ;

VU la loi n°64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement au titre 1^{er} de la loi n°64-1245 du 16 décembre 1964 relatif au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU le décret n°77-1141 du 12 octobre 1977 modifié, pris pour l'application de l'article 2 de la loi n°76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature ;

VU le décret n°85-453 du 23 avril 1985 modifié, pris pour l'application de la loi n°83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation ;

VU le décret n°93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévus par l'article 10 de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret n°93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret n°94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 2224.8 et L 2224.10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'arrêté du ministre de l'environnement en date du 22 décembre 1994 fixant les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L2224.8 et L2224.10 du Code général des collectivités territoriales, modifié par l'arrêté du 16 novembre 1998,

VU l'arrêté du ministre de l'environnement en date du 22 décembre 1994 relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L372.1.1 et L372.3 du code des communes,

VU les délibérations des communes de Calais, Coulogne et Coquelles en dates respectives des 25 février, 13 juin et 12 juin 1998 qui ont émis un avis favorable au projet,

VU le programme d'assainissement de l'agglomération de Calais en date du 9 juin 1995,

VU le dossier de demande d'autorisation du 20 janvier 1998,

VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 2 juin au 2 juillet 1998 sur les communes de Calais, Coulogne et Coquelles,

VU le rapport du Commissaire-Enquêteur du 10 juillet 1998,

VU le « Porter à connaissance » du permissionnaire en date du 10 février 1999 du projet du présent arrêté statuant sur sa demande, lui accordant un délai de quinze jours pour présenter ses observations par écrit directement ou par mandataire, et resté sans réponse ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du jeudi 21 janvier 1999,

VU le rapport du Chef de Service chargé de la Police des Eaux,

VU l'arrêté préfectoral n°99-10-433 du 1er juin 1999 portant délégation de signature ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais et de Monsieur le Directeur du Service Maritime des ports de Boulogne-sur-Mer et de Calais,

ARRETE

ARTICLE 1 - OBJET DE L'AUTORISATION

La Ville de Calais est autorisée, dans les conditions fixées par le présent arrêté et dans le respect des objectifs retenus à utiliser l'ensemble du système concourant à l'assainissement d'une partie de la ville de Calais (seuls les effluents de la partie ouest seront collectés - voir plan joint) et de deux quartiers des communes de Coquelles et Coulogne.

Les rubriques de la nomenclature du décret n°93.743 du 29 mars 1993 pris pour l'application de l'article 10 de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 sont :

N° de rubrique	Opérations concernées		Opérations soumises à :
2.2.0	Rejet dans les eaux superficielles susceptibles de modifier le régime des eaux	>25% du débit moyen de l'exutoire	autorisation
5.1.0	Stations d'épuration	>120kg DBO5 / j	autorisation
5.2.0	Déversoirs d'orage situés sur un réseau d'égouts	>120kg DBO5 / J	autorisation
5.3.0	Rejet d'eaux pluviales	1<superficie<20ha	déclaration
5.4.0	Epandage des boues	>800 t/an	autorisation

ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA COLLECTE

La présente autorisation est accordée sous réserve des obligations découlant des textes prévus pour l'application de la loi n°92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau.

Dimensionnement et conception des ouvrages

Les ouvrages de collecte sont de type séparatif et unitaire.

Ils seront dimensionnés de manière à assurer une collecte efficace du volume des effluents produits sur l'ensemble de la zone d'assainissement collectif, par temps sec.

Ils seront en outre, dimensionnés de manière à prendre en compte une hauteur de précipitation inférieure ou égale à 6 m/m correspondant à une pluie d'occurrence mensuelle.

Le(s) déversoir(s) d'orage sera(ont) conçu(s) et exploité(s) de manière à répondre à ces exigences.

Toutefois, les débits d'eaux claires parasites, provenant du domaine public et du domaine privé, devront faire l'objet d'une mise en conformité du réseau de collecte et des branchements.

Quant aux stations de relevage, elles seront conçues de façon à assurer un pompage efficace des effluents. Elles seront munies d'un système d'alarme et de sécurité permettant d'éviter tout rejet en cas de dysfonctionnement ou de problèmes électriques.

Les réseaux d'eaux pluviales des systèmes séparatifs ne doivent pas être raccordés au réseau des eaux usées du système de collecte, sauf justification expresse de la commune.

Les effluents collectés ne doivent pas contenir :

- des produits susceptibles de dégager, directement ou indirectement après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables,
- des substances nuisant au fonctionnement du système de traitement et à la dévolution finale des boues produites,
- des matières et produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages.

Raccordement des industries

Tout déversement industriel dans le réseau de collecte devra faire l'objet d'une ou des autorisations mentionnées à l'article L35-8 du code de la santé publique, prenant en compte en particulier les normes à respecter pour la valorisation agricole des boues d'épuration, notamment en ce qui concerne les métaux lourds.

Cette autorisation n'exempte pas ces déversements des obligations auxquelles ils sont, le cas échéant, soumis en application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et de toute autre réglementation qui leur serait applicable.

Sont actuellement concernés les établissements mentionnés en annexe.

Le raccordement des industries à la station d'épuration urbaine n'est envisageable que dans le cas où l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et à traiter l'effluent industriel dans les bonnes conditions.

Les autorisations à délivrer par le maître d'ouvrage aux industriels actuellement concernés mentionnés en annexe devront intervenir avant la mise en service de la station d'épuration. Un exemplaire de chaque autorisation sera adressé au service chargé de la Police des Eaux.

Réception des nouveaux tronçons

En cas de réalisation de nouveaux tronçons ceux-ci seront réceptionnés au vu des tests et vérifications effectuées sur les canalisations, les branchements et regards conformément à l'annexe 1 de l'arrêté du 22 décembre 1994 fixant les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L2224.8 et L2224.10 du code des communes. Cette réception s'applique aux ouvrages nouvellement construits et aux ouvrages d'origine privée lors de leur raccordement au réseau.

Les protocoles correspondants seront soumis à l'approbation du service chargé de la Police des Eaux.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS RELATIVES AU TRAITEMENT

En phase de travaux

L'ensemble des travaux sera réalisé en maintenant le fonctionnement de la tranche n° 3 afin d'éviter tout rejet direct d'eaux usées non traitées dans le canal de la Rivière Neuve pendant la construction de la nouvelle station.

- Capacité en phase transitoire : 40 000 équivalents / habitant sur la base de 54g de DBO par habitant.

- Niveau de rejet admis :

Par temps sec : MeS : 35 mg/l
DBO : 25 mg/l
DCO : 125 mg/l

Par temps de pluie : MeS : 75%)
DBO : 75%) de rendement minimum.
DCO : 70 %)

Cette phase transitoire sera maintenue jusqu'à la fin des travaux de construction de la nouvelle station prévue pour le 1^{er} semestre de l'an 2000.

Durant cette phase transitoire de réhabilitation de la station d'épuration, le suivi d'exploitation sera conforme aux exigences réglementaires de l'arrêté du 22 décembre 1994.

Conception du système d'épuration

Le système d'épuration doit être dimensionné, conçu, construit et exploité de manière telle qu'il puisse recevoir le flux de matières polluantes de 47 500 EH, soit 2 466 kg/j de DBO5 correspondant au débit et charges de références suivants :

- débit nominal maximal admissible sur la station 850 m³/h
- débit nominal maximal de temps sec : 748 m³/h
- charges de référence de temps sec : 2 466 kg/j
- surcharge de référence en temps de pluie : 1 350 kg de DBO5.

Ce dimensionnement tient compte :

- des effluents non domestiques raccordés au réseau de collecte,
- des débits et des charges restitués par le système de collecte,
- des variations saisonnières et climatiques de charges et de flux,
- de la production de boues correspondante,
- de la régularisation d'un bassin de pollution de 8 150 m³ destinée à récupérer la pluie de fréquence mensuelle.

Filière de traitement

Le système de traitement sera composé d'un ensemble de filières permettant :

- le prétraitement (dégrillage-dessablage-deshuilage-dégraissage),
- le traitement biologique des effluents constitués des différentes zones suivantes :
 - une zone de contact afin de limiter les risques de développement de bulking filamenteux,
 - une zone d'anaérobiose permettant de traiter une partie du phosphore,
 - un chenal biologique assurant les réactions de nitrification et de dénitrification,
 - la clarification de la liqueur mixte,
- le comptage des effluents traités avant rejet,
- la désinfection des effluents rejetés par rayonnement Ultra-Violet.

Filière boues

La filière de déshydratation devra permettre d'obtenir des boues ayant une siccité supérieure à 30% pour leur réutilisation en agriculture.

Fiabilité des installations et formation du personnel

Avant sa mise en service, le système doit faire l'objet d'une analyse des risques de défaillance, de leurs effets et des mesures prévues pour remédier aux pannes éventuelles.

Cette analyse sera transmise au service chargé de la Police des Eaux.

En outre :

- le traitement des eaux se réalisera sur deux files tout en permettant l'interconnexion croisée des ouvrages depuis le poste de dégrillage jusqu'au clarificateur,
- le dimensionnement de déshydratation mécanique des boues sera conçu pour en assurer le traitement en 5 jours calendaires et 7 heures par jour,
- toutes les parties métalliques seront prévues en matériaux inaltérables par les eaux usées (Aluminium, polystyrène extrudé armé de fibres de verre, inox, etc...),
- tous les dispositifs de pompage posséderont un équipement de secours,
- les moyens de contrôles (débitmètres, préleveurs, capteurs divers - sondes O_2 , redox, pH, rH, - niveaux de voile des boues, etc...) seront reliés à une aide au pilotage et à l'exploitation.

ARTICLE 4 - PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX REJETS DANS LES MILIEUX NATURELS

Qualité des effluents épurés

La qualité des effluents épurés avant introduction dans le milieu naturel devra respecter les valeurs fixées en concentration et flux dans le tableau ci-dessous. Ils ne doivent pas contenir de substance de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de coloration du milieu.

Paramètre	Concentration maximale admissible (échantillons moyens sur 24h)	Flux maximal admissible (Tonne / jour)
MeS	35 mg/l	0,714
DBO5	25 mg/l	0,510
DCO	125 mg/l	2,55

Paramètre	Moyenne annuelle
NGL *	15 mg/l
Phosphore total	2 mg/l

* pour une température dans le réacteur biologique d'au moins 12°.

De plus ce paramètre peut être jugé conforme si la valeur de la concentration de chaque échantillon journalier prélevé ne dépasse pas 20 mg/l quand la température de l'effluent dans le réacteur biologique est supérieure ou égale à 12°C.

Le pH de l'effluent rejeté devra se situer entre 6 et 8,5 et la température du rejet devra être inférieure à 25°.

Un traitement de désinfection bactériologique par rayonnement Ultra-Violet sera opérationnel durant la période comprise entre le [REDACTED] de chaque année.

Les niveaux de rejet exigés sont les suivants :

- $2 \cdot 10^2$ EC / 100 ml en moyenne géométrique sur l'année (EC : Escherichia Coli)
- $2 \cdot 10^3$ EC / 100 ml 100% du temps.

Le Service chargé de la Police des Eaux se réserve le droit à tout moment d'imposer le traitement de désinfection bactériologique sur la totalité de l'année et en particulier, en cas de risque soupçonné de contamination des eaux de baignade ou des eaux conchylicoles.

Déversoirs d'orage

Les déversoirs d'orage fixes et mécanisés ainsi que les « trop-pleins » des postes de relèvement devront être réglés de telle sorte qu'ils ne permettent aucun rejet dans le milieu naturel excepté pour des pluies de période de retour supérieur à la fréquence mensuelle soit 95% du temps. La fréquence des rejets susceptibles de se produire ne pourra donc être supérieure à 2 jours / mois sans excéder 18 jours / an.

ARTICLE 5 - PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX SOUS-PRODUITS

Les refus de grille

Les refus de dégrillage seront récupérés, essorés et ensachés automatiquement afin qu'ils puissent être traités.

Les sables

Les sables extraits des dessableurs seront transportés en benne étanche jusqu'à la station d'épuration J.MONOD où ils seront traités dans une unité de traitement des sables et matières de curage.

Les graisses

Les graisses issues des dégraisseurs vont être récupérées dans une benne à cloisons siphonées, et seront traitées dans un hydrolyseur avec les graisses issues des prétraitements de l'unité J.MONOD.

Les boues

Les boues issues des ouvrages seront déshydratées par centrifugation et valorisées en agriculture. Les boues ne pouvant être valorisées par épandage agricole subiront un traitement approprié.

En phase transitoire, la commune sera tenue de produire un rapport annuel d'exploitation sur les aspects qualitatifs des boues et leur valeur fertilisante ainsi que sur le suivi analytique des parcelles épandues par le biais d'analyses de sol.

Avant la mise en service de la nouvelle station d'épuration « rue de TOUL », la commune s'engage à posséder un plan d'épandage répondant aux prescriptions du décret du 8 décembre 1997 et de son arrêté d'application du 8 janvier 1998.

Un dossier relatif à l'épandage des boues des stations d'épuration J.MONOD et rue de TOUL sera présenté à la Mission Inter-Service de l'Eau (M.I.S.E.) au plus tard avant la fin du premier semestre 1999 pour l'instruction dans les formes prévues par le décret : procédure n° 93.742 du 23 mars 1993.

ARTICLE 6 - AUTO-SURVEILLANCE DU SYSTEME DE COLLECTE

L'exploitant du système d'assainissement devra mettre en place un programme d'autosurveillance de chacun de ses principaux rejets et des flux de ses sous-produits. Les mesures seront effectuées sous sa responsabilité et conformes aux prescriptions de l'arrêté du 22 décembre 1994 (annexe II) relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées.

Le pétitionnaire et son exploitant devront pouvoir justifier à tout moment des dispositions prises pour assurer un niveau de fiabilité des systèmes d'assainissement compatible avec les termes du présent arrêté.

A cet effet, l'exploitant tient à jour un registre mentionnant :

- les incidents et défauts de matériels recensés et les mesures prises pour y remédier.
- les procédures à observer par le personnel d'entretien.

L'exploitant informe au préalable le service chargé de la Police de l'Eau sur les périodes d'entretien et de réparations prévisibles et de la consistance des opérations susceptibles d'avoir un impact sur la qualité des eaux. Il précise les caractéristiques des déversements (flux, charge) pendant cette période et les mesures prises pour en réduire l'impact sur le milieu récepteur.

Le service chargé de la Police de l'Eau peut, si nécessaire, demander le report de ces opérations.

Réseau

Les établissements raccordés au réseau d'assainissement qui rejettent plus d'une tonne par jour de DCO dans celui-ci doivent réaliser avant rejet une mesure régulière de leurs effluents. Il en est de même lorsque la nature des activités exercées est susceptible de conduire à des rejets de substances dangereuses pour le système de traitement. Un point de mesure doit être aménagé à cet effet. L'autorisation de raccordement en définit les modalités et la fréquence. Ces mesures sont régulièrement transmises à la commune qui les adresse mensuellement au service chargé de la Police de l'Eau. La liste de ces établissements est jointe en annexe.

L'exploitant vérifiera la qualité des branchements particuliers. Il réalisera chaque année un bilan du taux de raccordement et du taux de collecte.

Il évaluera la qualité annuelle de sous-produits de curage et de décantation du réseau (matières sèches).

Il tiendra à jour le plan des réseaux et branchements.

Déversoir d'orage et trop-plein

Un enregistrement automatique et continu des débits de rejets sera mis en place sur les déversoirs. Le système devra être conçu pour permettre la réalisation de mesures dans des conditions représentatives. L'exploitant évaluera la charge polluante (MeS, DCO) par temps de pluie. Ces mesures concernent les déversoirs et trop-pleins situés sur un tronçon destiné à collecter une charge brute de pollution organique par temps sec supérieur à 600 kg par jour.

Les déversoirs d'orage concernés sont :

- D.O. entrée station
- Trop-plein Pont JOURDAN (poste de refoulement)
- D.O. Edgar QUINET

Pour les déversoirs d'orage destinés à recevoir une charge brute de temps sec comprise entre 120 et 600 kg par jour, il sera mis en place une surveillance permettant d'estimer les périodes de déversement et les débits rejetés.

ARTICLE 7 - AUTO-SURVEILLANCE RELATIVE A L'UNITE DE TRAITEMENT

L'autocontrôle portera sur des échantillons moyens sur 24 heures asservis au débit.

La fréquence des mesures sera conforme à l'arrêté du 22 décembre 1994 relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées, soit dans le cas présent :

Paramètres physico-chimiques	Fréquence des mesures (en nombre de jours par an)
Débit	365
MeS	104
DBO5	52
DCO	104
NTK	52
NH4	52
NO2	52
NO3	52
PT	52
Boues (quantité et matières sèches)	104

Paramètres bactériologiques	Fréquence des mesures (en nombre de jours par an)
Escherichia Coli	24

L'exploitant conservera au froid pendant 24 heures un double des échantillons prélevés sur la station.

Le planning de ces mesures devra être envoyé, au début de chaque année, pour acceptation au service chargé de la Police des Eaux.

Ces documents devront comporter :

- les concentrations, flux et rendements pour les paramètres visés ci-dessus en entrée et sortie,
- les dates de prélèvements et de mesures,
- l'identification des organismes chargés de ces opérations dans le cas où elles ne sont pas réalisées par l'exploitant.

En cas de dépassement des seuils autorisés, la transmission devra être immédiate et accompagnée dès que possible de commentaires sur les causes de dépassement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées.

Règles de tolérances par rapport au paramètre MeS, DBO5, DCO, Nglobal, Ptotal

Ces paramètres peuvent être jugés conformes si le nombre annuel d'échantillons journaliers non conformes aux seuils de concentration maximale du présent arrêté n'excède pas les valeurs du tableau ci-dessous :

Paramètres	Fréquence des échantillons	Nombre maxi d'échantillons non conformes
MeS	104	9
DBO5	52	5
DCO	104	9
Nglobal	52	5
Ptotal	52	5

Toutefois, ces paramètres doivent respecter les seuils ci-dessous :

Paramètres	Concentration maximale
MeS	85 mg/l
DBO5	50 mg/l
DCO	250 mg/l
Nglobal	20 mg/l

ARTICLE 8 - CONTROLE DES SEDIMENTS

Le pétitionnaire réalisera une surveillance de la teneur en métaux des sédiments déposés dans le Canal de la Rivière Neuve au droit du rejet selon les modalités suivantes. Avant la mise en service de la station et au moins une fois par an à compter de sa mise en service, il réalisera un prélèvement de sédiments en un point approuvé par le service en charge de la Police de l'Eau, et fera procéder dans un laboratoire agréé à l'analyse de leur teneur en plomb, mercure et cadmium. Les résultats de ces analyses seront communiqués au Service chargé de la Police des Eaux.

ARTICLE 9 - CONTROLE DU DISPOSITIF D'AUTOSURVEILLANCE

L'exploitant rédigera un manuel décrivant de manière précise les méthodes employées concernant son organisation interne, ses méthodes d'analyse et d'exploitation, les organismes extérieurs à qui il confie tout ou partie de la surveillance, la qualification des personnes associées à ce dispositif. Ce manuel fera mention des références normalisées ou non et sera tenu à disposition du service chargé de la Police des Eaux et régulièrement mis à jour.

Le service chargé de la Police des Eaux s'assurera par des visites périodiques de la bonne représentativité des données fournies et de la pertinence du dispositif mis en place, il vérifiera la qualité du dispositif de mesure, d'enregistrement des débits et de prélèvements sur une base annuelle. Pour ce faire, il pourra mandater un organisme indépendant choisi en accord avec l'exploitant. Le coût est à la charge du titulaire de l'autorisation.

Ce dernier adressera, à la fin de chaque année calendaire au service chargé de la Police des Eaux, un rapport, justifiant la qualité et la fiabilité de la surveillance mise en place, basé notamment sur un calibrage avec un laboratoire agréé et la vérification de l'ensemble des opérations (prélèvement, transport, stockage des échantillons, mesure analytique et exploitation).

ARTICLE 10 - CONTROLES INOPINES

Les agents mentionnés à l'article 19 de la loi sur l'eau, notamment ceux chargés de la police des eaux, auront libre accès, à tout moment, aux installations autorisées.

Le service chargé de la Police de l'Eau procédera ou fera procéder à des contrôles inopines (environ 4 par an) sur les paramètres mentionnés dans l'arrêté d'autorisation auxquels pourra s'ajouter tout autre paramètre en fonction des industriels raccordés sur la station. Un double de l'échantillon sera remis à l'exploitant. Le coût des analyses sera à la charge de ce dernier.

ARTICLE 11 - CONTROLE DU MILIEU RECEPTEUR

Le service chargé de la Police des Eaux procédera ou fera procéder à des contrôles inopines sur le milieu naturel en temps normal et plus particulièrement en cas de pollution accidentelle provenant de la station d'épuration.

Les frais seront à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 12 - OBLIGATIONS RELATIVES AU CURAGE

Le pétitionnaire assumera les travaux d'entretien et de curage du Canal de rejet jusqu'à la Rivière Neuve toutes les fois que la nécessité en sera reconnue, ou quand il en sera requis par l'Administration, dans la proportion dans laquelle son rejet aura rendu les travaux nécessaires.

Il laissera une bande de 4 m en sommet de berge accessible aux engins d'entretien.

ARTICLE 13 - ENTRETIEN DES OUVRAGES

Le pétitionnaire doit constamment entretenir en bon état les installations qui doivent toujours être conformes aux conditions de l'autorisation.

Lorsque les travaux de réfection seront nécessaires, le pétitionnaire avisera au moins quinze jours à l'avance le Directeur du Service Maritime des ports de Boulogne-sur-Mer et de Calais.

ARTICLE 14 - CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité. Elle peut être retirée ou modifiée dans les conditions prévues par le décret n° 93.742 du 29 mars 1993.

Le pétitionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir, en particulier au décret du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles du code des communes.

ARTICLE 15 - OBLIGATIONS DE L'EXPLOITANT

L'exploitant est tenu, dès qu'il en a connaissance, de prendre ou faire prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à une cause de danger ou d'atteinte au milieu aquatique, d'évaluer les conséquences de l'incident ou de l'accident et d'y remédier.

ARTICLE 16 - RECOLEMENT DES INSTALLATIONS

Le pétitionnaire fournira :

- un plan de récolement des ouvrages de traitement et du dispositif de rejet ainsi que les dossiers techniques correspondants,
- une mise à jour tous les 5 ans du schéma général du réseau de collecte.

ARTICLE 17 - DUREE DE L'AUTORISATION

L'autorisation de travaux prendra effet à compter de la date du présent arrêté.

L'autorisation d'exploitation interviendra à dater de la mise en service des éléments du système, et ce, pour une durée de 15 ans.

ARTICLE 18 - MODIFICATION DE L'AUTORISATION

La commune informera préalablement le Préfet de toute modification des données initiales mentionnées dans le dossier de demande d'autorisation, conformément à l'article 15 du décret n°93-742 du 29 mars 1993, qui engendrerait notamment :

- une augmentation des débits et (ou) de la charge à traiter,
- une évolution de la filière de traitement des eaux,
- une évolution de la quantité de boues à épandre et du plan d'épandage nécessaire.

ARTICLE 19 - RENOUELEMENT DE L'AUTORISATION

Le renouvellement de l'autorisation est effectué dans les conditions prévues par le décret n°93-742 du 29 mars 1993 (article 17).

Le bénéficiaire de l'autorisation devra présenter sa demande de renouvellement 6 mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté.

ARTICLE 20 - RESERVE DES DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 21 - PUBLICITE

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture et une copie en sera déposée à la mairie de CALAIS et pourra y être consultée.

En outre, un extrait du présent arrêté énumérant les principales prescriptions auxquelles l'ouvrage est soumis sera affiché en mairie de CALAIS pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par les soins de M. le Maire de CALAIS.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet du Pas-de-Calais et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département du Pas-de-Calais.

Une ampliation de l'arrêté sera également adressée au Conseil Municipal de CALAIS.

ARTICLE 22 - RECOURS

La présente décision ne peut être déférée au Tribunal Administratif de Lille. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et le demandeur à compter de la notification du présent arrêté et de quatre ans pour les tiers.

ARTICLE 23 - EXECUTION

M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, M. le Maire de CALAIS, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur du Service Maritime des ports de Boulogne-sur-Mer et de Calais sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Mairies de Calais, Coquelles et Coulogne et dont ampliations seront adressées à :

- Messieurs les Maires des Communes de Calais, Coquelles et Coulogne,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt du Pas-de-Calais,
- Monsieur le Président de la Fédération du Pas-de-Calais pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique,
- Monsieur le Chef du Service du S.A.T.E.S.E. (Service d'Assistance Technique aux Stations d'Épuration - 126 rue d'Amiens - 62000 ARRAS),
- Monsieur le Directeur du Service Maritime des ports de Boulogne-sur-Mer et de Calais,
- Monsieur le Directeur de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie - Mission Littoral - 5 place d'Angleterre - 62200 BOULOGNE-SUR-MER,
- Monsieur le Directeur Départemental des Impôts, en charge du Domaine Public de l'Etat.

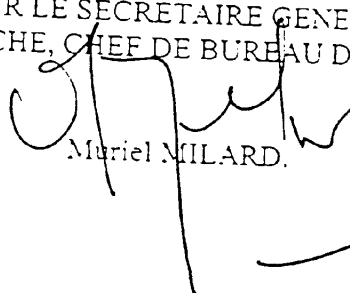
ARRAS, le 11 Août 1999

POUR LE PREFET,
LE DIRECTEUR DE CABINET,

Signé : Jean-Noël HUMBERT.

POUR AMPLIATION

POUR LE SECRETAIRE GENERAL,
L'ATTACHE, CHEF DE BUREAU DELEGUE,


Muriel MILARD.

Principales industries raccordées sur le réseau

(Annexe 2)

Dénomination	Activité	Débit en m ³ / j	DBO5 en kg / j	DCO en kg / j	MeS en kg / j	NTK en kg / j
DESSEILLES	Teinturerie	1320	180	640	130	17
BRAMPTON	Fabrication de chaînes de distribution pour l'automobile	420	80	190	580	
COQUELLES	Teinturerie	1100	170	350	50	24
TOTAL		2840	430	1180	760	41

VU POUR ETRE ANNEXE A MON ARRETE DU 11.08.99
 POUR LE PREFET,
 LE SOUS-PREFET DELEGUE,
 Signé : Jean-Noël HUMBERT.
 POUR AMPLIATION
 POUR LE PREFET
 LE CHIEF DE BUREAU DELEGUE,
 Marcel MILARD.

